



Conférence donnée au cours de la session 2013 des Semaines sociales de France "Réinventer le travail"

Des responsables politiques s'engagent pour l'avenir

**Gérard Collomb
Christian Sautter**

Gérard Collomb¹

Je voudrais simplement vous dire mon bonheur d'être avec vous et de participer à ces Semaines sociales de France. Évidemment, ces Semaines sociales rappellent aux Lyonnais l'importance d'un catholicisme social dont notre ville fut un des principaux berceaux. Lyon, nous le savons tous, fut la ville de la révolte des canuts. C'est du spectacle de cette révolte, du spectacle de la misère ouvrière qu'est né à Lyon le catholicisme social. C'est là qu'apparaissent de grandes figures comme celle de Frédéric Ozanam fondant les Conférences Saint-Vincent-de-Paul, du père Antoine Chevrier, créateur de l'Œuvre du Prado, de Camille Rambaud, concepteur de la Cité de l'Enfant-Jésus... Et c'est dans cette ligne-là, la création par Marius Gonin de la Chronique sociale de France.

Je suis, pour ma part, sensible aux valeurs de ce courant spirituel, à la fois en tant que maire de Lyon, mais aussi parce que mon parcours personnel m'a donné la chance d'être l'élève de Jean Lacroix, dont l'enseignement était tout particulièrement empreint du personnalisme d'Emmanuel Mounier, une conception du monde qui affirme le primat de la personne humaine dans ses dimensions économiques, sociales et spirituelles.

Cependant, si vous m'avez invité ici, ce n'est pas simplement pour vous donner ma conception théorique des problèmes du travail et de l'emploi, mais aussi pour que je puisse vous indiquer, en tant que maire de Lyon, la façon dont nous essayons d'aborder ces questions. J'écoutais le compte-rendu fait par René Poujol de la journée d'hier. Un des orateurs soulignait qu'il faut savoir s'adapter. Et c'est bien de cette nécessaire adaptation que je voudrais vous parler. Les problèmes du travail et de l'emploi correspondent aujourd'hui à deux grands changements majeurs de nos sociétés :

1. L'accélération des mutations technologiques. Tout change très vite : ce qui était économiquement viable hier devient très vite obsolète. Alors, il faut changer, il faut s'adapter. Pas simplement s'adapter, mais aussi anticiper le changement, innover, prendre la tête de ce changement.

2. La deuxième grande mutation est évidemment le basculement du monde avec le développement des pays dits « émergents ». On observe un déplacement du centre de gravité du monde depuis l'Europe vers les pays d'Asie et d'Amérique latine. Cela n'est pas sans engendrer des difficultés, des peurs profondes aussi.

Quelles réponses apporter à ces défis ?

- L'accélération des mutations technologiques est inéluctable et c'est une chance. L'histoire de Lyon montre comment on peut s'adapter aux changements technologiques et entrer ainsi dans une phase supérieure. Lyon, c'est d'abord la soie. Ensuite, il a fallu teindre la soie. La teinturerie est née. La teinturerie a donné naissance à la chimie, la chimie à la pharmacie. Aujourd'hui, à Lyon, nous sommes en train d'atteindre un autre stade, passant de la pharmacie traditionnelle aux biotechnologies, passant également de la chimie ancienne à la chimie nouvelle, cette chimie verte, ces écotechnologies qui vont changer le monde. Chaque mutation

1 Gérard Collomb est sénateur-maire de Lyon.

technologique a offert à Lyon la chance d'aller de l'avant, vers l'avenir.

- Notre système industriel s'adapte dans toutes ses dimensions. Ce qu'on a dit sur la soie vaut pour d'autres domaines. Nous avons hier le véhicule lourd, à l'image des camions Berliet. Aujourd'hui, nous développons un pôle de compétitivité qui travaille sur le véhicule intelligent et sur les autoroutes de l'avenir.

- La Ville elle-même devient objet de création d'emplois. Aujourd'hui, de nombreuses entreprises travaillent sur la mobilité, sur les problèmes énergétiques (ce qu'on appelle les smart grids), sur la ville intelligente. Certains emplois meurent. D'autres, beaucoup d'autres, naissent. Encore faut-il savoir les faire naître.

Ainsi donc, toute la problématique pour les hommes politiques est de savoir comment mener ces mutations. Comment faire pour que ces mutations-là ne se fassent pas en broyant toujours plus d'hommes et de femmes, mais au contraire qu'elles se réalisent au bénéfice du plus grand nombre. C'est à cette deuxième problématique que nous nous sommes attelés à Lyon afin de lui donner une réponse de fond.

Tout d'abord en luttant contre les inégalités. On voit bien que dans nos grandes villes, des différences conséquentes subsistent entre les quartiers en difficulté où le taux de chômage est très élevé et d'autres quartiers qui tirent mieux leur épingle du jeu. Redonner à la ville sa mixité sociale est fondamental. Il convient par ailleurs de « déghettoïser » un certain nombre de quartiers, de ne pas les laisser s'enfoncer dans la paupérisation, de remettre un certain nombre de jeunes au travail.

Une collaboration, un travail partenarial doivent se mettre en place, entre le public et les entreprises privées, pour favoriser cette mixité et aider le plus grand nombre à retrouver le chemin de l'emploi. Les projets d'urbanisation que nous développons dans l'agglomération comme la construction du centre commercial de la Confluence, celle du grand stade ou encore la reconstruction de la Part-Dieu se sont faits dans cet esprit. Nous avons préparé ces chantiers à l'avance avec nos missions locales, avec la maison de l'emploi. Nous nous sommes tournés vers les publics les plus éloignés de l'emploi, vers les personnes les plus en difficulté, afin que, lorsque ces chantiers démarreraient, elles soient en capacité de postuler à ces emplois-là. Et nous n'avons pas trop mal réussi. Ainsi, sur le centre commercial de la Confluence, 1 500 jeunes venant de nos missions locales ont trouvé un emploi.

On n'empêchera pas le monde de changer, mais encore faut-il penser ce changement, essayer de l'anticiper afin de parvenir à faire une chance de ce qui est une nécessité.

Jérôme Vignon : L'homme politique aux côtés duquel je me trouve m'est particulièrement proche. Je suis heureux de le présenter au public des Semaines sociales. C'est la première fois qu'il nous rejoint mais je pense que dans sa tête, il est des nôtres depuis longtemps. J'ai eu la chance d'être son collaborateur il y a 40 ans à l'INSEE, où, déjà, nous étions préoccupés de l'emploi et de la croissance. Dans toute sa vie, Christian Sautter n'a cessé de vouloir articuler la croissance, l'économique, le social, le politique dans le respect de chacun des différents acteurs. Aujourd'hui, il est maire-adjoint de Paris, responsable de l'emploi, président de France active.

Christian Sautter²

Je suis très heureux d'avoir l'opportunité de vous dire que Paris, comme Lyon et comme Strasbourg, s'engage vigoureusement dans la bataille pour l'emploi. Élu de Paris, président d'un réseau associatif qui aide financièrement les chômeurs à créer leur entreprise ou à retrouver du travail et économiste de formation, je reste persuadé qu'il n'y a pas de fatalité du chômage de longue durée. Cette certitude, cette motivation doivent, quelles que soient les circonstances, nous animer. La clef de la réussite réside dans notre capacité à motiver les entrepreneurs pour qu'ils se mobilisent dans cette bataille. J'ai bien dit « entrepreneurs ». Je ne parle pas seulement des entrepreneurs qui se battent dans l'économie mondiale, ni des entrepreneurs qui se battent dans l'économie territoriale. Je pense aux élus locaux, aux militants associatifs, aux bénévoles qui peuvent, chacun à la mesure de leur engagement, contribuer à cette bataille.

2 Christian Sautter est maire-adjoint de Paris, responsable de l'emploi, président de France active.

À Paris, nous nous battons sur trois fronts

1. Le premier consiste à soutenir les projets des entreprises qui veulent créer des emplois. Ces entreprises sont de tous types : des start-up, des PME, des grandes entreprises françaises ou étrangères, des associations, des coopératives, etc. Nous soutenons ces entreprises, quel que soit leur secteur d'activité. Certains ne jurent que par les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication). Pour ma part, je n'ai pas de préférence : tout emploi, pour toute qualification, est bon à prendre et à faire pousser comme une plante. Donc, nous nous engageons dans les technologies de l'information, mais aussi dans le tourisme, les industries culturelles, les services à la personne, la finance, et aussi cette économie que j'aime : l'économie sociale et solidaire. C'est le premier front : aider ceux qui ont des projets.

2. Le second front est complémentaire. Il s'agit de faciliter la rencontre entre ceux qui proposent des emplois et ceux qui en cherchent. À Paris, qui est une économie relativement dynamique, chaque année 90 000 emplois sont ouverts. Vous serez surpris d'apprendre qu'un tiers de ces 90 000 emplois a du mal à être pourvu. Il est donc indispensable de mettre face à face – ou plutôt côte à côte – des entreprises qui cherchent des salariés et des chômeurs qui cherchent du travail. Cela, nous essayons de le développer à Paris, comme dans beaucoup d'autres villes de France en organisant des forums, des lieux de rencontre. Par exemple, vous avez peut-être été empêchés de circuler sur la place de la Concorde les 3 et 4 octobre 2013. C'était à cause de l'immense tente du forum « Paris pour l'emploi » (www.parisemploi.org/), un forum qui a réuni 57 000 visiteurs sur 2 jours ! Nous ne sommes pas fiers de ce nombre de visiteurs : je préférerais qu'il soit beaucoup plus faible ! Mais il y a, hélas, un grand nombre de jeunes, d'adultes, de seniors qui cherchent avec beaucoup de motivation du travail et qui n'en trouvent pas. Nous espérons que de ce forum pour l'emploi sortiront environ 5 000 embauches. Plus récemment se tenait le Forum pour les seniors : une centaine d'entreprises étaient là spécialement pour recruter des plus de 45 ans, car avec la crise économique on devient très vite senior dans notre pays.

3. Le troisième front sur lequel nous nous battons est celui de l'accompagnement des demandeurs d'emploi. L'État – que je respecte – et Pôle emploi – que j'admire – peuvent faire d'énormes efforts pour définir le cadre, rien ne remplacera l'accompagnement sur mesure des personnes en difficulté d'emploi. Et là, je salue le rôle des bénévoles associatifs. Ils sont très nombreux à Paris, très nombreux en France ; ils jouent un rôle immense, un rôle gratuit, un rôle incomparable pour aider des personnes en difficulté à retrouver une nécessaire estime de soi et à chercher un emploi qui convienne à leurs capacités. La Ville de Paris fait donc un effort important pour soutenir ces associations.

Je voudrais insister rapidement sur trois idées pour terminer.

La transition énergétique

C'est un chemin vers une autre croissance, et non pas vers une absence de croissance. J'adore Dominique Méda, mais je crois qu'on a du temps pour explorer les frontières de la non-croissance ! Cela fait cinq ans qu'on explore ces frontières, et pendant ce temps, la société souffre, l'économie souffre, le peuple souffre, les chômeurs souffrent et les pauvres souffrent particulièrement. Je préfère donc envisager la croissance que la non-croissance. La transition énergétique est précisément un secteur d'activité très fortement créateur d'emplois. Elle se situe à la confluence entre d'une part une industrie jeune, l'électronique, et d'autre part un secteur plus traditionnel, le bâtiment. Vous connaissez le slogan : « quand le bâtiment va, tout va ». Ce slogan finalement reste très vrai au XXI^e siècle, comme il l'était au siècle précédent. À Paris, nous essayons de montrer l'exemple : nous rénovons chaque année, sur le plan énergétique, 100 écoles et 4 500 logements sociaux et nous lançons des appels vibrants aux propriétaires privés de bureaux pour qu'ils fassent de même. Cela marche d'ailleurs plutôt bien, parce que c'est rentable à long terme de faire des économies d'énergie. Nous n'oublions pas de nous tourner aussi vers les propriétaires de logements privés.

La création d'entreprise par les chômeurs

Paris a une très belle vitalité en matière de création d'entreprises. Chaque semaine, je dis bien

chaque semaine, 500 entreprises se créent. Évidemment la plupart sont toutes petites. Mais le problème n'est pas la taille de ces entreprises. C'est leur mortalité infantile. Elle est terrible ! À Paris, comme dans les autres villes et les régions, nous soutenons donc activement les réseaux qui aident ces entrepreneurs : l'ADI (agence départementale de l'insertion), les boutiques de gestion (<http://bge.asso.fr>), Initiative France (www.initiativefrance.fr), France active, Paris entreprendre qui nous est venu du Nord (www.reseau-entreprendre-paris.fr), Paris pionnière, pour les femmes créatrices d'entreprises (www.parispionnieres.org), Paris Business angels (<http://parisbusinessangels.com>). Les « anges », cela doit plaire aux semainiers... Mais je dois dire que j'ai eu beaucoup de mal à convaincre la majorité municipale de gauche qu'il fallait aider les anges !

L'Europe

Je reviens ici sur les idées développées par mon ami Jean-Paul Betbèze. Il faut le dire et le répéter : nous avons des contraintes budgétaires, nous avons une dette très élevée car nous avons beaucoup dépensé dans le passé. Les marges de manœuvre sont donc étroites. Mais ces contraintes pour un pays n'existent pas pour l'Europe. Faut-il vous rappeler qu'en juin 2012, un conseil européen a décidé de mobiliser 110 à 120 milliards d'euros pour lancer de grands travaux ? Je lisais hier dans les Échos, qu'en Allemagne les infrastructures de transport sont dans un état déplorable. L'Europe peut être un fer de lance de la croissance. Il ne s'agit pas seulement d'investir en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Partout en Europe on peut rénover les infrastructures. Partout en Europe, on peut financer la transition énergétique. Partout en Europe; on peut développer la connaissance, les échanges d'étudiants et les échanges d'apprentis. Donc l'Europe devrait être un espace de liberté, un espace de dynamisme. Et je suis le premier à regretter qu'elle donne hélas, aujourd'hui, l'image d'un espace de médiocrité.

En conclusion, je voudrais revenir sur quelques évidences : nous ne devons pas attendre la solution d'en haut, de notre « cher » État, que nous aimons et détestons tout à la fois. Chacun d'entre nous a un élément de la solution. Chacun peut y contribuer, par sa consommation, par son épargne, par son temps de bénévolat, par son activité salariée, par sa vie sociale dans son quartier ou dans sa ville. Et là, je crois que je suis dans l'esprit des Semaines sociales : prenons-nous en main. Nous devons « faire société ». Cette très jolie expression est la devise d'une coopérative d'activité d'emploi de Paris qui s'appelle Coopaname³. Vous comprenez pourquoi. Et bien « faisons société ensemble » et tous, y compris les plus faibles, vivront mieux à l'avenir.